
Rencontre EUROPE-AFRIQUE :
L'initiative des collectivités ivoiriennes
Compte-Rendu de la réunion du Lundi 22 septembre 2008 de 14h30 à 16h30
Cités Unies France, 9 rue Christiani, 75018 Paris

Objet de la réunion:

Appel à la mobilisation des collectivités territoriales françaises par M. François-Albert Amichia ,
Président de l'UVICOCI, Union des Villes et des Communes de Côte d'Ivoire et Maire de
Treichville, à l'occasion de la

**Première Rencontre Europe-Afrique des collectivités territoriales,
du 25 au 27 novembre 2008 à Abidjan
avec le thème : Paix, gouvernance et développement durable.**

Plan du compte-rendu :

- 1) Points de conclusion
- 2) Présents
- 3) Rappel de l'ordre du jour
- 4) Compte-rendu
- 5) Modalités pratiques d'inscription

1) Points de conclusion :

- **La Rencontre Europe-Afrique des collectivités territoriales**, portée par les organisations faitières de pouvoirs locaux ivoiriens, **se déroulera du 25 au 27 novembre 2008 au Palais de la Culture de Treichville à Abidjan** avec le soutien de la délégation de l'Union européenne à Abidjan.
- La partie ivoirienne insiste sur l'importance d'une mobilisation large d'élus africains et européens pour affirmer **le rôle incontournable des élus locaux dans la prévention et la gestion des crises**.
- La partie ivoirienne met en avant **le rôle particulier des Français à tenir dans cette Rencontre**, compte tenu de leurs liens privilégiés avec la Côte d'Ivoire.
- La coopération décentralisée est considérée comme **pouvant contribuer à la stabilité des territoires grâce à son appui à la gouvernance locale**. Cités Unies France s'engage particulièrement sur l'atelier intitulé « **Partenariats entre collectivités d'Europe et d'Afrique : quel appui à la gouvernance locale ?** »
- Charles Josselin apporte son soutien à la mobilisation des collectivités françaises et va solliciter certaines d'entre elles porteuses de ce message.
- L'Association Internationale des Maires Francophones, représentée par M. William Ancion, ancien Ministre, soutient également cette initiative.
- **La Délégation à l'action extérieure des collectivités locales est sollicitée** sur les possibilités d'aider à son niveau les collectivités françaises à s'engager/ relancer leur implication en Côte d'Ivoire.

22/09/2008 : Réunion Côte d'Ivoire- Contacts à Cités-Unies-France :

Guylaine Traore, g.traore@cites-unies-france.org ; Constance Koukoui, c.koukoui@cites-unies-france.org ; Astrid Frey, a.frey@cites-unies-france.org ; tel 01 53 41 81 81, fax 01 53 41 81 41.

2) Présents :

François-Albert Amichia, Président de l'UVICOCI et Maire de Treichville
William Ancion, ancien Ministre, délégué général de la communauté française de Belgique et de la région wallonne à Paris, représentant l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF)
Katarina Buse, chargée de mission, bureau de la prévention des conflits et de la reconstruction, Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE)
Toussaint Caradec, chargé de mission, Délégation à l'Action extérieure des collectivités locales (DAECL)
Louis Chevalier, Président de l'association Ardèche Drôme Ouro Sogui (ADOS)
Pierre Dimba, chef de la mission d'appui aux communes (MACOM) et secrétaire exécutif de l'Université des collectivités (Abidjan)
Laure Feret, Directrice des Relations internationales, Conseil Général de l'Essonne
Valérie Jarry, conseillère, cabinet du Ministre Joyandet
Pierre Laye, chargé de mission, bureau de la modernisation de l'Etat et de la gouvernance locale, Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE)
Jean-Samuel Szakow, vice-président de la communauté d'agglomération du Val de Bièvre, conseiller municipal d'Arcueil
Daouda Touré, rattaché au service de coopération bilatérale, Ambassade de Côte d'Ivoire en France
Gérard Ventre, chargé de mission Relations internationales, Association française des Volontaires du Progrès
Nicolas Wit, directeur général adjoint, Cités Unies France (CUF)
Constance Koukoui chargée de mission au Pôle Afrique, CUF
Guylaine Traoré, chargée de mission Pôle Appui-conseil, CUF

Excusés :

Francis Adolphe, Maire de Carpentras
Sylvain Bacle, conseiller municipal délégué aux relations internationales, Bouguenais
Elisabeth Barincou, chargée des Relations internationales, Assemblée des Départements de France
Maxime Bono, Maire de La Rochelle
Benoît Dupuy, conseiller municipal, Villeneuve-sur-Lot
Daniel Elena, Association régionale pour le Développement de la coopération décentralisée (ARDECOD)
Thimotey Ezouan, Conseiller, Ambassade de Côte d'Ivoire à Paris
Patrice Finel, Conseiller général délégué, Conseil Général de l'Essonne
Jean-Claude Gaudin, Maire de Marseille
Carole Hadj-Mahdi, adjointe déléguée aux affaires culturelles et à la jeunesse, Carpentras
Eric Houllay, Maire de Lure
Jean-Pierre Kucheida, Député-Maire de Liévin
Colette Lanson, Directeur général adjoint, Melun
Jean-Paul Mariot, Maire de Port-sur-Saône et président de l'ARDECOD
Xavier Pizay, chargé de mission, Saint-Etienne
Michelle Reynaud, directrice des Relations internationales, Marseille
Ghislaine Symphonie, assistante, Montreuil

22/09/2008 : Réunion Côte d'Ivoire- Contacts à Cités-Unies-France :

Guylaine Traore, g.traore@cites-unies-france.org ; Constance Koukoui, c.koukoui@cites-unies-france.org ; Astrid Frey, a.frey@cites-unies-france.org ; tel 01 53 41 81 81, fax 01 53 41 81 41.

3) Rappel de l'ordre du jour

1. Mot de bienvenue. Présentation générale de la coopération décentralisée franco-africaine

*Nicolas WIT, Directeur adjoint de Cités Unies France
Délégation pour l'Action extérieure des collectivités locales (sous réserve)
Constance KOUKOU, Pôle Afrique de Cités Unies France*

2. Tour de table des participants

3. Acteurs nationaux d'appui aux collectivités ivoiriennes et à la coopération décentralisée

- Présentation des associations faitières des collectivités territoriales ivoiriennes

François-Albert AMICHIA, Président de l'UVICOCI

- Un nouveau service dédié au sein de l'Ambassade de Côte d'Ivoire

Thimotey EZOUAN, Conseiller, Ambassade de Côte d'Ivoire en France (excusé)

4. Première Rencontre Europe-Afrique des collectivités

François-Albert AMICHIA, Président de l'UVICOCI

Pierre DIMBA, secrétaire exécutif de l'Université des collectivités

Guylaine TRAORÉ, Pôle appui-conseil de Cités Unies France

5. Mobilisation des collectivités européennes et francophones

William ANCION, ancien Ministre, représentant l'Association internationale des Maires francophones

Constance KOUKOU, Pôle Afrique de Cités Unies France

6. Suites à donner et clôture de la rencontre

22/09/2008 : Réunion Côte d'Ivoire- Contacts à Cités-Unies-France :

Guylaine Traore, g.traore@cites-unies-france.org ; Constance Koukoui, c.koukoui@cites-unies-france.org ; Astrid Frey, a.frey@cites-unies-france.org ; tel 01 53 41 81 81, fax 01 53 41 81 41.

4) Compte-rendu de la réunion du 22 septembre

Le 22 septembre s'est tenue à Cités Unies France la dernière réunion préparatoire à la Première Rencontre Europe-Afrique des collectivités territoriales qui se déroulera à Abidjan **du 25 au 27 novembre 2008**.

Étaient notamment en présence des acteurs-clés de la coopération franco-ivoirienne et euro-africaine (Union des Villes et des Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI), Association Internationale des Maires Francophones (AIMF), Cités Unies France, Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) avec le Cabinet du Ministre Joyandet, la Direction des Politiques de développement (DP-DEV) et la Délégation à l'action extérieure des collectivités locales (DAECL)).

Nicolas Wit, directeur général adjoint, souhaite la bienvenue à M. Amichia, Président de l'UVICOCI et Maire de Treichville, ainsi qu'à M. Ancion, ancien Ministre et représentant de l'AIMF à cette réunion. Il accueille l'ensemble des participants, procède à un tour de table et rappelle les objectifs de cette réunion, en substance arrêter la date de la Rencontre, informer sur les évolutions de son programme, optimiser la mobilisation des collectivités françaises et européennes.

Le Président Amichia présente l'UVICOCI, créée en 1983, qui regroupe aujourd'hui près de 200 communes. Elle offre un cadre de réflexion et de concertation entre les communes et les villes ivoiriennes. Elle constitue également un instrument d'appui à la politique de communalisation du gouvernement de Côte d'Ivoire. Parmi ses activités, elle contribue à travers les formations organisées par l'Université des collectivités au renforcement des capacités de ses membres. Elle a participé aux quatre éditions d'Africités (1998, 2000, 2003 et 2006) et apparaît comme un partenaire légitime au processus de décentralisation.

(Un dossier de présentation de l'Association des Districts et des Départements de Côte d'Ivoire (ADDCI) figure dans les pochettes des participants. Créée en 2003, elle constitue l'organe représentatif des Districts et Départements de Côte d'Ivoire.

Forum de réflexion et de concertation, elle a vocation à appuyer la politique de décentralisation conçue par le Gouvernement. Elle regroupe, depuis sa création, 2 Districts et 56 Départements.)

L'ancien Ministre Ancion souligne l'intérêt de l'Association Internationale des Maires Francophones, qu'il représente à cette réunion, pour la Rencontre d'Abidjan.

Pour ce qui est de la relation de coopération décentralisée entre la Belgique et la Côte d'Ivoire, il souligne que la Côte d'Ivoire n'est plus une région prioritaire pour la Belgique depuis les événements survenus en 2002. Comme pour les Français, la date de la Rencontre apparaît un peu difficile aux élus belges pour des raisons de prévision budgétaire. Monsieur Amichia devait rencontrer le 23 septembre l'Union des Villes et communes de Wallonie.

Contexte ivoirien:

22/09/2008 : Réunion Côte d'Ivoire- Contacts à Cités-Unies-France :

Guylaine Traore, g.traore@cites-unies-france.org ; Constance Koukoui, c.koukoui@cites-unies-france.org ; Astrid Frey, a.frey@cites-unies-france.org ; tel 01 53 41 81 81, fax 01 53 41 81 41.

Le Président Amichia rappelle en introduction que la coopération décentralisée entre les autorités locales ivoiriennes et leurs consœurs françaises est suspendue depuis la crise militaro-politique de 2002 qui a coupé le pays en deux, avec les forces dites rebelles au Nord, et les forces gouvernementales au Sud, laissant un « entre-deux » vers lequel ont afflué les personnes déplacées posant des problèmes délicats aux autorités encore en place.

Les autorités locales ivoiriennes doivent aujourd'hui gérer leurs cités dans un contexte de sortie de crise dans lequel les populations souffrent.

Le Président Amichia rappelle qu'au Nord de la Côte d'Ivoire, les collectivités territoriales ne fonctionnent pas alors qu'au Sud, elles sont sinistrées, car l'État ivoirien a d'autres priorités.

M. Amichia explique que le gouvernement « joue à un niveau qui ne descend pas ». Les deux associations faitières de pouvoirs locaux (UVICOCI et ADDCI) n'ont jamais été associées aux négociations concernant la sortie de crise, la démobilisation des jeunes, ... alors même que des compétences qui justifieraient leur implication leur ont été transférées.

Pourquoi une Rencontre Europe-Afrique à Abidjan :

M. Amichia insiste sur le souhait de l'UVICOCI et de l'ADDCI de partager leur vision de l'avenir et leurs expériences de la crise avec des élu(es) africain(e)s et européen(-ne)s dans cette période de transition que connaît la Côte d'Ivoire. Le terme « Rencontre » est à prendre dans son sens premier. Rencontrer les élus burkinabés, sénégalais, maliens, nigériens... comme leurs homologues européens pour comprendre comment un pays peut en arriver là où la Côte d'Ivoire en est aujourd'hui, et réfléchir aux moyens de prévenir et de gérer les situations de crise.

Un des objectifs de la rencontre Europe-Afrique des collectivités à Abidjan est de relancer la coopération décentralisée franco-ivoirienne alors que la France semble s'être désengagée de la Côte d'Ivoire. « La France nous a laissé tomber » assène le Maire de Treichville ». Elle doit revenir ».

N. Wit, directeur-adjoint de Cités Unies France, s'adresse au représentant de la Délégation à l'action extérieure des collectivités locales, M. Toussaint Caradec, sur un soutien éventuel de la DAECL aux collectivités territoriales qui voudraient faire le déplacement à Abidjan.

Quel lien entre cette Première Rencontre Europe-Afrique des collectivités et Africités ?

Pour distinguer cette Rencontre d'Africités dans ses objectifs, M. Amichia relève qu'Africités fait le point sur la décentralisation en Afrique, alors que la Rencontre de novembre a l'objectif clair de dialoguer entre autorités locales de la question des crises. Qui aurait pu prévoir il y a 10 ans que la Côte d'Ivoire serait aujourd'hui coupée en deux ? Quel pays sera le prochain sur la liste ?

M. Amichia annonce que seront précisées à la fin de cette Rencontre Europe-Afrique les modalités d'un Observatoire régional de la décentralisation.

Les participants insistent sur la nécessité d'inscrire cette Rencontre dans une continuité par rapport aux autres événements internationaux et notamment à la prochaine édition d'Africités qui se tiendra en décembre 2009 à Marrakech.

Monsieur Amichia rappelle qu'un grand nombre de présidents d'associations de pouvoirs locaux africains ont été conviés. À l'issue de la Rencontre, des actes sont prévus afin que la réflexion puisse se poursuivre.

Programme de la Rencontre Europe-Afrique des collectivités territoriales

La thématique générale retenue est « **Paix, gouvernance locale et développement durable** ». La Rencontre alternera **tables rondes et visites dans des collectivités ivoiriennes** des deux niveaux (commune et département) afin de permettre aux participants étrangers de mieux

22/09/2008 : Réunion Côte d'Ivoire- Contacts à Cités-Unies-France :

Guylaine Traore, g.traore@cites-unies-france.org ; Constance Koukoui, c.koukoui@cites-unies-france.org ; Astrid Frey, a.frey@cites-unies-france.org ; tel 01 53 41 81 81, fax 01 53 41 81 41.

appréhender le contexte et le fonctionnement des collectivités ivoiriennes et de découvrir des initiatives locales intéressantes dans le contexte actuel de sortie de crise.

Les trois tables rondes aborderont les thématiques suivantes : « **Démocratie, genre et gouvernance locale** », « **Le rôle des collectivités territoriales dans la gestion des crises, crises politiques et sociales et crise alimentaire** » et la troisième, portée par Cités Unies France, intitulée « **Partenariats entre collectivités d'Europe et d'Afrique : quel appui de la coopération décentralisée à la gouvernance ?** ».

Quelles suites à donner à la réunion du 22 septembre ?

Sur le discours à destination des populations

Le CG 91 insiste sur l'argumentaire à proposer au niveau local en France dans l'appel à la mobilisation aux collectivités françaises. Il s'agit de faire le lien entre certaines thématiques qui seront développées à Abidjan, comme la crise alimentaire, et ses conséquences dans les territoires des collectivités (en quoi la crise alimentaire que nous décrivons en Côte d'Ivoire affecte nos pays et nos communes du Nord ?). *Pour information, Cités Unies France rédige, en partenariat avec Educasol, plate-forme d'associations d'Éducation au développement, un manuel à l'attention des collectivités locales, destiné à les « outiller » quand elles s'attèlent à justifier localement leur engagement international, NDLR.*

Sur la mobilisation des collectivités territoriales en France

La mobilisation des bi-nationaux Ivoiriens-Français et des migrants d'origine ivoirienne est suggérée en France de même qu'en Italie (où existe en Lombardie une communauté ivoirienne active). La Lombardie est en partenariat avec la région Rhône-Alpes.

Le CG 91 suggère de susciter des partenariats entre collectivités ivoiriennes et d'autres collectivités de la sous-région, elles-mêmes en coopération décentralisée avec des autorités françaises, qui « inciteront » ensuite les acteurs français de ces coopérations décentralisées à tenir compte des acteurs ivoiriens

La DAECL propose de mobiliser les collectivités françaises par son site, Cités Unies France fera de même.

La DAECL est interrogée sur sa capacité à appuyer les collectivités françaises désirant se rendre à Abidjan et s'engage à y réfléchir. Un effort pourrait être consenti.

Sur les documents à produire :

- Une invitation à l'attention des élu(e)s locaux (-les) français (-e)s est prévue à la signature de Charles Josselin, Président de Cités Unies France, à laquelle sera jointe le compte-rendu de la réunion du 22 septembre ainsi qu'un bulletin d'inscription à la Rencontre d'Abidjan.
- Le programme ainsi que les informations pratiques seront mis en ligne dans les prochains jours (www.cites-unies-france.org)
- Une information à destination des élus sur la crise alimentaire mettant en exergue la logique d'une implication des collectivités du Nord à s'intéresser au Sud.

Autres points :

L'AFVP informe de l'ouverture en perspective d'un bureau permanent à Abidjan. Aujourd'hui, la moitié des volontaires sont affectés sur des missions en lien avec la coopération décentralisée.

5) Modalités pratiques : Comment participer à cet événement ?

22/09/2008 : Réunion Côte d'Ivoire- Contacts à Cités-Unies-France :

Guylaine Traore, g.traore@cites-unies-france.org ; Constance Koukou, c.koukou@cites-unies-france.org ; Astrid Frey, a.frey@cites-unies-france.org ; tel 01 53 41 81 81, fax 01 53 41 81 41.

Une brochure complète de présentation de la Première Rencontre Europe-Afrique des collectivités territoriales, qui a été élaborée par la partie ivoirienne, figure sur notre site (www.cites-unies-france.org).

Elle comprend : le programme de la Rencontre, une liste d'hôtels avec leurs coordonnées et les prix correspondants, le bulletin d'inscription.

Le programme alterne des visites dans des collectivités ivoiriennes (Grand-Bassam/Koumassi et Yopougon/ Abobo) et trois tables rondes.

Cette Rencontre est gratuite pour les élus et leur premier accompagnant, le second accompagnant devant s'acquitter de la somme de 10 000 FCFA. Seule une visite touristique optionnelle prévue au lendemain de la Rencontre, dans la matinée du 28 novembre, est payante (autour de 40€).

Les frais relatifs au voyage international et à l'hébergement sont à la charge du participant. La réservation de la chambre peut se faire directement par le participant ou par l'intermédiaire du comité d'organisation ivoirien (00 225 22 48 35 27). Les prix des hôtels s'échelonnent de 79€ (IBIS Marcory) à 164€ (SOFITEL Plateau)

Les déjeuners sont pris en charge par l'organisateur, au contraire des petits-déjeuners et des dîners.

Les participants français peuvent être accueillis à l'aéroport Houphouët Boigny par les organisateurs ivoiriens à leur arrivée, sous réserve d'avoir complété leur bulletin d'inscription avec les informations requises (date et heure d'arrivée, nom de la compagnie et numéro de vol). Des navettes entre les hôtels proposés dans la brochure de présentation et le Palais de la Culture seront disponibles.

Le bulletin d'inscription, joint au présent compte-rendu est également téléchargeable sur notre site (www.cites-unies-france.org) . Il doit être adressé :

- par mel à : universitedescollectivites@yahoo.fr avec copie à g.traore@cites-unies-france.org ou c.koukoui@cites-unies-france.org

- ou par télécopie à : 00 225 22 48 53 10 (Université des collectivités) avec copie à 01 53 41 81 41 (Cités Unies France)

22/09/2008 : Réunion Côte d'Ivoire- Contacts à Cités-Unies-France :

Guylaine Traore, g.traore@cites-unies-france.org ; Constance Koukoui, c.koukoui@cites-unies-france.org ; Astrid Frey, a.frey@cites-unies-france.org ; tel 01 53 41 81 81, fax 01 53 41 81 41.